

# Sahara occidental : le Maroc sort de l'immobilisme

Rabat veut profiter de l'arrivée d'Antonio Guterres à la tête de l'ONU pour régler un conflit qui empoisonne le Maghreb depuis quarante ans

**A**près huit années passées à tenter, en vain, de régler le conflit, il jette l'éponge. Christopher Ross, l'émissaire des Nations unies au Sahara occidental, a présenté sa démission début mars au secrétaire général de l'organisation. Antonio Guterres, qui a succédé à Ban Ki-moon le 1<sup>er</sup> janvier, doit maintenant l'acter. Une simple question de procédure, mais aussi le dernier rebondissement d'une période de changements autour du conflit au Sahara occidental.

Depuis plusieurs mois, celui-ci a connu un nouveau pic de tension dans la zone tampon de Guerguerat, un no man's land de quelques kilomètres carrés à l'extrême sud-ouest du Sahara occidental, théâtre d'un face-à-face tendu entre le Maroc et les indépendantistes du Front Polisario. Le premier y avait commencé en août 2016 la construction d'une route goudronnée, à laquelle avaient répondu des incursions d'éléments armés du Front. Un rapport onusien

avait conclu à une violation du cessez-le-feu par les deux parties. A la surprise générale, le Maroc a annoncé le 26 février se retirer de la zone de façon unilatérale. « Traditionnellement, les Marocains vont jusqu'au bout lorsqu'il s'agit du Sahara occidental, reconnaît Khadija Mohsen-Finan, chercheuse à l'université Paris-1. Mais, depuis plusieurs mois, le royaume modifie sa posture. »

« Isoler le Front Polisario »

Le changement le plus spectaculaire est celui du retour du royaume au sein de l'Union africaine, que le pays, dirigé par Hassan II, avait quittée en 1984 (il s'agissait alors de l'Organisation de l'unité africaine) pour protester contre la reconnaissance par l'organisation de la République arabe sahraouie démocratique. Revendiquant sa souveraineté sur le Sahara occidental – dont il contrôle 80 % du territoire –, il refusait de siéger aux côtés des indépendantistes sahraouis.

## Le conflit est devenu une entrave aux ambitions économiques et politiques internationales du royaume

« Aujourd'hui, le Maroc veut apparaître comme un interlocuteur fiable des relations internationales et isoler le Front Polisario en se mettant dans la légalité », analyse M<sup>me</sup> Mohsen-Finan.

L'épisode de Guerguerat lui a permis de le faire. Le roi Mohammed VI a d'abord appelé le secrétaire général de l'ONU pour lui signifier que la situation était dangereuse. Antonio Guterres a ensuite exhorté les deux parties à quitter la zone. Au retrait annoncé par Rabat, le Front

Polisario a répondu que lui ne partirait pas.

Pour la politologue, spécialiste du Maghreb, ce nouveau cap marocain résulte d'un constat d'échec. « Rabat a compris qu'il devait sortir de l'immobilisme. Jusque-là, le statu quo était considéré comme positif dans la mesure où il lui permettait de ne pas essayer de défaire. Mais il lui est devenu préjudiciable », souligne-t-elle. Rabat n'a pas été vaincu, mais il n'a pas non plus réussi à faire reconnaître sa souveraineté sur ce territoire. Le conflit est par contre devenu une entrave à ses ambitions économiques et politiques sur le continent africain et au-delà. La décision de la justice européenne en décembre de ne pas inclure le Sahara occidental dans les accords agricoles entre le Maroc et l'Union européenne a sonné comme un très mauvais signal pour Rabat.

Enfin, le Maroc estime avoir une carte à jouer avec l'arrivée de M. Guterres à la tête de l'ONU. Les relations du royaume avec son

prédécesseur, Ban Ki-moon, s'étaient dégradées jusqu'au point de rupture atteint en fin de mandat : en visite dans des camps sahraouis en Algérie, le responsable onusien avait parlé d'un territoire « occupé ». Insupportable pour Rabat, qui avait décidé d'expulser le personnel civil de la Minurso, la mission des Nations unies au Sahara occidental.

Antonio Guterres pourra-t-il faire mieux ? Le secrétaire général vient de prendre ses fonctions

mais ses premières déclarations ont montré un changement de ton. Dans l'affaire de Guerguerat, le responsable a enjoint les deux protagonistes à quitter la zone tampon, en rupture avec les traditionnels appels au dialogue.

Reste à savoir si ce changement de stratégie marocaine peut se traduire par des avancées dans la résolution d'un conflit qui empoisonne depuis des décennies la vie du Maghreb, Alger étant le principal soutien de la cause sahraouie. « L'option de l'autonomie

est certainement la plus réaliste », estime Khadija Mohsen-Finan, à condition que celle-ci soit négociée entre les deux parties : « Avoir une région réellement autonome, cela veut dire reconnaître l'identité des Sahraouis, négocier avec un acteur qui n'a pas été vaincu et traduire cela concrètement dans les modalités de l'autonomie. Cela veut notamment dire des élections libres et la jouissance des ressources naturelles. »

Nouvelle donne ou pas, une première indication sera donnée avec le vote, en avril, du renouvellement annuel du mandat de la Minurso au Conseil de sécurité des Nations unies, qui sera accompagné d'un rapport du secrétaire général. « M. Guterres demandera-t-il qu'un volet "droits de l'homme" soit ajouté au mandat de la Minurso ? Son rapport pourrait en tout cas introduire des nouveautés, avec des demandes très claires adressées aux deux parties », estime M<sup>me</sup> Mohsen-Finan. ■

CHARLOTTE BOZONNET